

Mouvement Communiste

Lettre numéro 29

mars 2009

L'INVASION ISRAËLIENNE DE GAZA : UN NOUVEL ÉPISODE D'ÉLECTORALISME GUERRIER

▪ **Présentation**

La riposte israélienne aux tirs de missiles du Hamas sur son territoire s'est traduite par un déluge de feu sur la bande de Gaza. Des deux côtés, il n'y a pas eu de réaction prolétarienne autonome contre la guerre laissant ainsi les deux adversaires libres de poursuivre leurs objectifs propres.

Car ces objectifs, du Hamas comme d'Israël, sont similaires et se complètent parfaitement : résoudre des contradictions politiques internes par des opérations militaires à l'étranger.

En Israël, à l'arrière-plan de quelques difficultés économiques et, surtout, d'une crise prolongée de l'exécutif après la disparition d'Ariel Sharon de la scène politique, le déclenchement de l'opération militaire - préparée, il est vrai depuis 8 mois, afin de faire oublier les ratés de l'opération de juin 2006 contre le Hezbollah - a été un moyen puissant pour raffermir les liens entre société civile et État.

A Gaza, le Hamas voulait faire oublier son incapacité à améliorer le sort de la population, quelles qu'en soient les causes extérieures, et montrer qu'il ne craint pas d'affronter le puissant ennemi.

Israël garde bien serré le blocus autour de Gaza qui ne survit que grâce à l'aide extérieure. Les souffrances de la population palestinienne la plus pauvre sont immenses et ne feront que s'aggraver après l'opération de l'armée israélienne. L'une des conséquences de cette opération est la destruction massive des fermes et des exploitations agricoles qui assuraient une partie de la nourriture des habitants de la bande de Gaza.

Selon le Bureau central palestinien de la statistique, les 22 jours d'offensive israélienne ont détruit 80 % des récoltes (il faut garder à l'esprit que 80 % des Palestiniens, population aux solides racines agricoles, possèdent un lopin de terre), 4 100 maisons et immeubles, environ 1 500 usines et ateliers. Les infrastructures, déjà très mal en point, dont les canalisations d'eau, le système électrique et le réseau d'égouts, ont été sévèrement frappées. Plus de 1 300 Palestiniens ont été tués et quelque 50 000 personnes se retrouvent sans toit.

Les prolétaires de Gaza sont réduits au silence par la dictature du Hamas. Pour certains d'entre eux, environ 15 000 d'après les services de renseignements israéliens, le seul exutoire possible apparaît celui de servir d'informateurs gracieux à ces derniers. Une des raisons qui explique le succès des attaques ciblées de l'armée d'occupation contre plusieurs dirigeants du parti islamiste.

Les prolétaires israéliens, cette fois-ci, n'ont pas manifesté massivement leur opposition à l'opération. La très grande majorité de la population non-arabe d'Israël veut en finir avec les tirs du Hamas contre les villes israéliennes et les risques d'attentats kamikaze. L'adhésion massive à l'action éclair de l'armée a creusé un peu plus la division avec les Arabes israéliens laissant le champ libre à l'extrême-droite israélienne pour qu'elle les accuse d'être la 5^e colonne du Hamas et faisant planer la menace de leur expulsion.

Plus généralement, dans cette aire, les objectifs distincts des puissances régionales – Iran et Syrie d'un côté, Israël, Egypte et Arabie saoudite de l'autre – trouvent un point commun dans le maintien de l'oppression qui accable les prolétaires palestiniens.

Enfin, l'opération à Gaza a permis, pour la première fois, que s'expriment de façon autonome de la gauche, des gauchistes et de tous les soutiens, les partis islamiques de toutes tendances dans les rues des villes européennes. Leur démonstration de force a réussi, montrant qu'ils encadrent une partie croissante des travailleurs d'origine arabe et de religion musulmane.

L'islam politique européen a exploité à dessein les victimes civiles de l'incursion israélienne pour y placer, sur fond d'antisémitisme, ses revendications propres, telle la levée de l'interdiction de porter le voile.

Quelques dates...

Le 11 novembre 2004, Arafat décède à Paris.

Le 9 janvier 2005, Mahmoud Abbas remporte les élections avec 62,5 % des suffrages et devient président de l'Autorité palestinienne, Ahmad Qoreï reste Premier ministre.

Le 12 septembre 2005, Israël évacue complètement Gaza. Les vingt-et-un colonies ont été démantelées.

Décembre 2005, le Fatah perd devant le Hamas les grandes villes cisjordaniennes au cours d'élections municipales partielles.

Le 25 janvier 2006, le Hamas obtient la majorité absolue aux élections législatives en remportant 74 des 132 sièges du Conseil législatif palestinien.

Le 19 février, Israël cesse le versement des taxes dues à l'Autorité palestinienne (TVA et droits de douane).

Le 7 avril 2006, l'Union européenne suspend son aide financière aux territoires palestiniens suite à l'intronisation du Hamas à la tête de l'autorité palestinienne.

Le 12 juillet 2006, L'armée israélienne lance, durant trente-quatre jours, une campagne militaire contre les positions du Hezbollah au Liban après l'enlèvement de deux de ses soldats.

Le 1^{er} octobre 2006, des affrontements armés opposent les miliciens du Hamas à ceux du Fatah.

Depuis la victoire du Hamas aux élections, le bilan de cette bataille pour la prise du pouvoir se solde par 320 morts.

Le 14 juin 2007, le Hamas prend le contrôle de toute la bande de Gaza. Les membres du Fatah se terrent. Le gouvernement d'union nationale tombe.

Le 18 juin 2007, les USA et l'UE financent à nouveau l'Autorité palestinienne.

Le 28 octobre, Gaza est sous blocus économique mis en place par Israël.

Le 19 juin 2008, un cessez-le-feu est conclu entre Israël et le Hamas, sous les auspices de l'Egypte, et ce, pour une période de six mois.

Juillet et août 2008, le Hamas accuse le Fatah d'être le commanditaire d'un attentat meurtrier. Les miliciens islamistes déclenchent une vague de répression à l'encontre des partisans du Fatah. Israël accepte de porter secours à des sympathisants du Fatah en leur permettant de trouver refuge sur son sol.

Le 4 novembre, six activistes du Hamas sont tués à la suite d'une incursion de l'armée israélienne dans Gaza. Le Hamas réplique par des tirs de roquette.

Le 14 décembre 2008, le Hamas annonce que la trêve ne sera pas renouvelée.

Le 27 décembre, l'armée israélienne lance une offensive d'envergure dans la bande de Gaza, baptisée « Plomb durci ».

Le 18 janvier, le cessez-le-feu est proclamé.

Cette offensive a fait 1 330 morts (223 combattants du Hamas, 167 policiers et 940 civils) du côté palestinien et 13 (10 soldats et 3 civils) du côté israélien.

▪ **Les sources récentes du conflit**

1. Israël : une crise prolongée de l'exécutif

Israël connaît à nouveau une période agitée : la crédibilité du gouvernement Olmert est en chute dans les sondages alors que la cote de popularité de Benjamin Netanyahu (Likoud) ne cesse de grimper. La guerre du Liban durant l'été 2006 a laissé des traces. Las de subir depuis des années des tirs de missiles sur les villes du Sud, comme à l'époque des attentats suicides, beaucoup d'Israéliens se sont tournés vers les faucons du Likoud et de l'extrême-droite israélienne. Le choix d'une nouvelle intervention militaire s'est ainsi imposé à l'exécutif en place afin d'éviter un raz-de-marée en faveur de Benjamin Netanyahu, objectif partiellement atteint lors des récentes élections.

Alors que le plan de désengagement total de la bande de Gaza et le démantèlement des colonies, par l'armée israélienne, étaient en voie d'achèvement, en septembre 2004, Ariel Sharon, alors Premier ministre, avait demandé au président Katsav, la dissolution du parlement et la mise en place d'élections anticipées suite à la défection du Parti travailliste, membre de la coalition gouvernementale.

Ariel Sharon démissionna ensuite du Likoud pour fonder son parti, Kadima, en vue des élections anticipées de mars 2006. Ce choix s'était imposé à lui car une majorité des membres de son ancien parti s'était opposée à son plan de retrait de Gaza suite à un référendum. Le « faucon » soudainement transformé en « colombe » et son nouveau parti entendaient se conformer à la feuille de route proposée par le « Quartet ». Après les années d'impasse qui ont suivi les accords d'Oslo, le retrait de Gaza semblait redonner espoir aux partisans de la fin du conflit.

Quelques mois plus tard, Ariel Sharon est victime de deux attaques cérébrales dont la deuxième lui sera fatale. Depuis, janvier 2006, il est plongé dans le coma. Ehud Olmert devient Premier ministre par intérim durant cent jours.

Cette brusque disparition de la scène politique du boucher de Qibia, Sabra et Chatila crée un vide abyssal qui va provoquer une crise institutionnelle. C'est alors que l'insipide et corrompu Ehud Olmert prend les rênes du parti et remporte, en mars 2006, les élections législatives. La proportionnelle intégrale prescrit que le parti vainqueur - y compris même minoritaire - forme une coalition gouvernementale. Ce qui se traduit bien souvent par des majorités hétéroclites fragiles.

A l'été 2006, suite à l'enlèvement de deux soldats de l'armée israélienne et à la mort de trois militaires dans une embuscade, Israël lance une offensive contre le Liban visant les positions du Hezbollah. Israël est surpris par la résistance tenace que lui livrent les miliciens chiites libanais, et ce, malgré sa supériorité militaire. Cette tentative d'éradiquer le Hezbollah se solde par un bilan mitigé. On reproche au gouvernement Olmert d'avoir raté l'objectif. La commission spéciale Vinograd, du nom du juge qui la préside, relève des graves manquements de la part du gouvernement dans l'organisation de cette offensive et accuse Ehud Olmert et Amir Peretz (travailleuse), alors ministre de la Défense, d'en être les deux principaux responsables. Acculé, Ehud Olmert est contraint de démissionner de la présidence du parti à cause de soupçons de corruption opportunément levés contre lui, et cède sa place à Tzipora Livni.

Kadima peine à former une coalition gouvernementale. Le parti ultra-orthodoxe Shas exige, en échange de sa participation à la coalition, l'engagement de la part de Livni de ne pas entamer de négociations sur le statut de Jérusalem-Est avec les officiels palestiniens. De plus, le Shas veut une hausse des allocations familiales et une augmentation de 160 millions de dollars (+30 %) des subventions des écoles religieuses. Tzipora Livni ne plie pas mais, faute de coalition, des élections anticipées sont convoquées pour le 10 février 2009.

Olmert reste à la tête d'un gouvernement intérimaire à rayon d'action limité. Le budget est bloqué car aucune majorité n'existe pour le voter. La loi israélienne impose qu'il soit voté à la Knesset (Parlement) avant le 31 décembre de l'année en cours. Cette crise de l'exécutif est mal venue pour l'Etat israélien car elle réduit considérablement sa capacité de mettre en œuvre des mesures pour contrer les effets de la crise financière mondiale.

L'action militaire contre le Hamas s'inscrit dans ce cadre. Le moment choisi n'est pas anodin. La place laissée vacante par Sharon devient désormais une immense arène pour gagner le droit à sa succession. Devant la montée dans les sondages de Benjamin Netanyahu ou d'Avigdor Lieberman, chef du parti d'extrême-droite Israël Beitenou (Notre Maison Israël), le Kadima de Tzipora Livni se devait de réagir. L'intervention à Gaza a visé tout autant à défaire militairement le Hamas que d'empêcher la débâcle électorale de Kadima. La question sociale a été éclipsée par la question de la sécurité des villes israéliennes du sud.

2. La guerre contre le Hamas : un impact nul sur l'économie israélienne

Si aujourd'hui l'économie israélienne est plus vulnérable – la crise financière est passée par là –, l'opération contre Gaza n'a pas eu d'impact sur elle.

L'invasion de Gaza va coûter de 25 à 50 millions de dollars dans le bilan 2009 de l'Etat (selon *Business Week* du 30 décembre 2008). Outre le financement de l'opération militaire proprement dite, le gouvernement doit pallier les pertes engendrées par le conflit pour les villes frontalières de la bande de Gaza. Des aides d'urgence ont été mises en place, alourdissant un peu la facture de la guerre.

Ces dépenses improductives s'ajouteront donc aux coûts des mesures contra-cycliques pour combattre la crise financière. Le Trésor prévoit d'y consacrer 11 milliards de nouveaux shekels¹. Selon des experts, le déficit budgétaire sera de 3,4 % du PIB en 2009, son taux le plus élevé depuis 5 ans, contre 1,2 % l'an passé. Cela risque fort d'invalider les efforts de réduction de la dette de l'Etat

¹ Le nouveau shekel a été créé en 1985 et vaut 1 000 anciens shekels.

israélien réalisés en ce début du siècle. Efforts qui lui ont permis de la ramener à 75 % du PIB en 2008, après avoir culminé à 103 % à la mi-2002. Les hausses de salaires concédées au secteur public (1,5 % en décembre 2008 et 2 % en 2009) vont aussi peser sur les comptes de l'Etat.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, la situation des prolétaires en Israël est loin d'être idyllique. Selon un rapport du *National Insurance Institute* de novembre 2008, 1 634 400 personnes vivaient, en 2007, en dessous du seuil de pauvreté (23,08 % de la population, soit le double par rapport au taux moyen des pays de l'OCDE 10,6 %), soit 412 900 familles avec 773 900 enfants².

Quant à la précarité, selon un rapport de l'organisation Latet³,

- 36 % des personnes indigentes ont souffert de la faim,
- 32 % des personnes indigentes reconnaissent avoir été forcées de réduire l'achat d'aliments suite à la détérioration de leur situation financière,
- 52 % des nécessiteux ne mangent deux repas par jour que grâce aux organisations caritatives

Un point rapide sur l'état de l'économie israélienne.

Israël a connu une hausse annuelle du PIB de 5 % en moyenne les cinq dernières années. Ceci s'est arrêté au troisième trimestre 2008, et pour l'ensemble de l'année, elle est limitée à 0,9 %. L'économie israélienne est très corrélée à celle des Etats-Unis, pays de destination de 35 % de ses exportations. Les Etats-Unis ont versé à Israël quelques 2,5 milliards de dollars en aides diverses en 2007, montant qui est toutefois dérisoire relativement au PIB (206 milliards de dollars en 2008) et en net retrait par rapport aux 4,1 milliards versés en 2000. En 2007, le soutien financier américain a été accaparé par la sphère militaire pour 2,3 milliards de dollars. La production industrielle a baissé de 3,5 % d'août à octobre 2008. Les dépenses de consommation ont diminué de 4,2 % et la croissance des exportations a chuté de 13,4 %. Le chômage a atteint 6 % au troisième trimestre et 6,3 % au quatrième trimestre de 2008. Des milliers de travailleurs ont été licenciés au cours des dernières semaines dans les industries de haute technologie, secteur qui représente 40 % des exportations. Les rentrées fiscales ont diminué aux deuxième et troisième trimestres. L'achat de biens durables, notamment des voitures – qui sont très lourdement taxées – s'est effondré entraînant une diminution des recettes de la TVA. Le Ministère des finances a cherché à limiter les dépenses. L'excédent budgétaire important enregistré au premier trimestre de 2008 a été réduit à moins de 1,4 milliard de dollars à la fin novembre.

3. Palestine : crise chronique de l'exécutif et marasme économique permanent

Arafat mort, la lutte pour le pouvoir dans les territoires palestiniens entre le Fatah et le Hamas a pu éclater au grand jour. D'abord, par les urnes, où successivement, le parti islamiste fait un tabac aux élections municipales partielles dans les grandes villes et remporte les élections législatives. Gangrené par la corruption, considéré comme le gendarme d'Israël, le Fatah s'avère incapable de répondre aux besoins élémentaires des populations palestiniennes les plus pauvres et très vite perd toute crédibilité. Ensuite, manu militari, à Gaza, le Hamas chasse les militants du Fatah.

La force politique qui, jusqu'il y a peu, avait aidé objectivement Israël dans sa lutte mortelle contre l'OLP⁴, parvient à miner la domination de la clique des amis de Yasser Arafat. Requinqué et populaire auprès des secteurs les plus démunis de la population de Gaza, le Hamas se pose désormais comme la seule véritable force de la « résistance » palestinienne. Force capable, de plus, de faire cesser la rapine permanente et les abus systématiques de pouvoir du clan du Fatah. Avec ses nombreuses instances caritatives et son large rayonnement dans les mosquées, le Hamas se veut aussi la seule formation politique hégémonique dans la société civile de la bande de Gaza. Une sorte de parti-peuple religieux combattant et compatissant à la fois.

Au début, Israël fait peu de cas de ce changement de régime dans la partie la plus pauvre et la plus peuplée des territoires de Palestine. Bien qu'il se soit retiré de Gaza, il en contrôle toujours les cieux, la mer et les frontières terrestres. Le coup de force du Hamas lui fournit le prétexte pour établir

² Le seuil de pauvreté est calculé sur base d'une famille de cinq personnes dont le revenu à disposition ne dépasse pas 1 070 euros. Cela concerne principalement les personnes âgées, les familles nombreuses ; à savoir, les juifs orthodoxes et les arabes israéliens.

³ ONG israélienne fondée en 1996.

⁴ Voir l'article du *Wall street journal*, du 24/01/2009, « *How Israel has spawn Hamas.* » (Comment Israël a nourri le Hamas.)

un blocus économique. Sacré maître absolu du commerce extérieur et des flux financiers des territoires palestiniens en vertu de l'accord scellé, en 1994, entre l'OLP et Israël sur les relations économiques entre les deux entités, l'Etat israélien suspend le versement des droits de douane et de la TVA qui sont prélevés sur les produits destinés aux Palestiniens et qui transitent par les ports israéliens. Ce manque à gagner constitue plus de 60 % des ressources intérieures de l'Autorité palestinienne, soit environ 55 millions de dollars par mois.

A la suite, l'Union européenne et les Etats-Unis coupent le robinet des aides. D'après la Banque mondiale, l'aide internationale aux territoires palestiniens représente près du tiers de leur PIB, ce qui en fait les plus subventionnés par habitant par des pays tiers. En 2006, les aides étrangères aux Territoires sous administration palestinienne ont culminé à 1,4 milliard de dollars, correspondant à environ 56 % des financements américains à Israël de cette année-là. L'effort des Etats occidentaux amis d'Israël est à la fois à la mesure du danger représenté par la menace d'une nouvelle percée du parti islamique et de la crise fiscale d'une exceptionnelle gravité de l'Autorité palestinienne. Crise qui en menace comme jamais auparavant l'existence.

En 2006, Nigel Robert, directeur régional de la banque Mondiale déclare « *l'Autorité palestinienne au bord de la banqueroute* ». A partir de janvier 2006 et la victoire du Hamas aux élections législatives, les territoires palestiniens se sont retrouvés dans un nouveau désert économique. Cette année-là, la dette de l'Autorité palestinienne a atteint 1,94 milliard de dollars, dont 640 millions dus aux banques. A cette date, elle employait 164 700 agents publics dont 80 000 membres des forces de sécurité. Ces agents représentent un coût mensuel de 110 millions de dollars. Or, les revenus de l'Autorité palestinienne représentent à peine 25 millions de dollars. En mars 2006, l'Autorité palestinienne a pu réunir à peine 10 millions de dollars. A cet instant, elle devait des arriérés de 340 millions de dollars à ses agents publics, tandis que les retards de paiement à ses fournisseurs mettaient en péril plusieurs entreprises privées. Dès 2007, le budget de l'Autorité palestinienne a été financé plus largement par les pays occidentaux qui craignent un nouveau raz-de-marée du Hamas. Ce qui a permis de régler les arriérés de salaires aux fonctionnaires, le 28 février 2007.

Pendant ce temps, à Gaza, victime de l'embargo israélien, le commerce s'organise. Des tunnels sont creusés vers le terminal frontalier égyptien de Rafah. La bande de Gaza s'y fournit en armes et en marchandises diverses. Le commerce qui s'y est installé s'est nourri d'une rente d'autant plus élevée que le blocus israélien s'intensifiait. Les prix de vente des marchandises qui y transitent n'ont eu de cesse de flamber. Les maîtres des tunnels s'en sont mis plein les poches. Les étalages des échoppes se remplissent mais les marchandises restent généralement inaccessibles à la plupart des pauvres de Gaza. L'aide alimentaire de l'ONU est de plus en plus recherchée.

Une véritable économie parallèle se met en place favorisant le renforcement du pouvoir des grandes familles claniques, lesquelles assument une fonction de protection des déshérités qui accroît en retour leur prestige et leur domination, symbolique et économique, sur les prolétaires. Selon Claude Collin-Delavaud : « *Pour commencer, les chefs accueillent sous leur toit les membres privés de leur maison, les orphelins, les veuves... Et puis la guerre est une manne pour tous les commerces illicites. Ca va du trafic de cigarettes, d'eau, de nourriture à celui des armes et de la drogue. Certaines familles se spécialisent dans le crime d'honneur. Il existe de vraies organisations mafieuses et un renforcement financier des causes des vendettas qui ne font qu'affaiblir un système déjà délétère.* »⁵

Le mécontentement grandit. Des groupes politiques islamistes encore plus radicaux que le Hamas émergent et contestent son autorité. Si ces groupes djihadistes, proches d'Al Qaïda, sont encore faibles ; depuis deux ans, leur développement est incontestable. Un groupe comme Jaysh al Islam (l'armée de l'islam) allié, soit dit en passant, à un des clans familiaux les plus puissants de Gaza, les Dogmush, peut mobiliser d'ores et déjà une milice de près de mille hommes. En outre, ils reçoivent des financements de l'Arabie saoudite et des Emirats soucieux de contrer l'influence de l'Iran et de son nouvel allié : le Hamas. Celui-ci ne veut donc pas connaître la même impopularité que le Fatah. Par le passé, l'adoption d'une posture guerrière a fait ses preuves pour faire oublier aux populations leur misère. Depuis 1999, le PIB palestinien a chuté de 40 %, souligne la Banque mondiale dans un rapport récent. Les accords d'Oslo de 1995 sont mis en cause. A raison, car ils soumettent l'économie des territoires à une stricte domination commerciale et financière israélienne et officialisent l'impossibilité, pour les travailleurs palestiniens, de travailler en Israël. Le parti islamique dit être

⁵ Géographe, spécialiste du Proche-orient, interview dans *Le Figaro-magazine* du 19/01/2007

opposé à ces accords mais sa fortune, comme celle du Fatah, a été bâtie sur eux. Il ne serait pas au pouvoir à Gaza si les accords d'Oslo n'avaient pas existé.

Jouant comme à son habitude de cette ambiguïté, le Hamas décide, fin 2008, de ne pas renouveler la trêve de six mois avec Israël. Il relance les attaques de missiles sur les villes israéliennes en pensant profiter de l'inter-règne aux Etats-Unis. Calcul très hasardeux cependant. Le nouveau président américain ne changera fondamentalement pas de politique vis-à-vis d'Israël, qui demeure l'incorruptible pays frère des Etats-Unis dans la région. Prenant une entière population en otage, le parti islamique lance les hostilités pour préserver sa popularité, éradiquer davantage le Fatah sous couvert du conflit avec Israël (pendant les derniers combats à Gaza, la police politique du Hamas continuait à torturer dans ses prisons les militants du Fatah et en exécuter ou jamber d'autres – une centaine – tandis qu'en Cisjordanie, la police du Fatah rendait la pareille aux militants du Hamas⁶) et répondre présent aux appels à la guerre de ses bailleurs de fonds et de ses pourvoyeurs d'armes syriens et iraniens.

4. Déliquescence des conditions de vie de la grande masse de la population palestinienne

En avril 2008, pour les territoires sous l'Autorité palestinienne, selon les statistiques du PCBS⁷ :

- 31,5 % des travailleurs avait un emploi à temps plein,
- 41,3 % des travailleurs avait un emploi à temps partiel,
- 23,7 % des travailleurs étaient au chômage (mais 45 % à Gaza).

En 2007, les habitants vivants sous le seuil de pauvreté constituaient, à Gaza, 40 % de la population (pour 19 % en Cisjordanie). Le seuil de pauvreté, dans les territoires sous l'Autorité palestinienne, correspondait à 232 \$ par mois (en Cisjordanie) et 116 \$ à Gaza, à comparer avec le même seuil, avec les mêmes critères, en Israël, soit 1 070 \$ par mois !

La moitié des familles palestiniennes est complètement dépendante de l'aide alimentaire fournie par l'ONU. A Gaza, 1,3 million de personnes (soit 80 % de la population) dépendent de l'aide alimentaire. En Cisjordanie, ce sont 700 000 personnes dans cette condition.

La Banque mondiale affirmait que sur 3 900 établissements industriels existant, en juin 2007, employant 35 000 travailleurs, 96 % ont mis la clef sous la porte. En mars 2008, il restait encore cent trente établissements employant 1 300 travailleurs. La structure industrielle est donc celle de la très petite entreprise. Quant aux cent vingt sociétés gazaouies du bâtiment, dont l'activité dépend des importations de ciment et de granulats en provenance d'Israël, ont toutes fermé laissant 42 000 prolétaires sur le pavé.

Le blocus imposé a eu des conséquences néfastes sur les secteurs du transport, de l'ameublement, sur le secteur agricole et sur celui de l'habillement. L'exportation agricole a été gelée en janvier.

En 2007, le PIB moyen par habitant dans les territoires sous administration palestinienne était de 1 178 dollars, soit 27 % de moins qu'en 1999, bien que ce montant représente une hausse de 4,3% par rapport à 2006.

Selon un rapport de la Banque mondiale, les entreprises palestiniennes doivent faire face, en plus de leurs difficultés, à la perte de leur compétitivité au niveau international. Spécialisées dans les produits à faible contenu technologique et en raison de leur accès difficile aux financements nécessaires, les entreprises palestiniennes n'ont pu apporter les changements nécessaires pour résister à la concurrence sur le marché mondial. Les investissements sont pratiquement inexistantes comme la formation des travailleurs.

▪ Le Hamas

1. Une émanation de la confrérie des Frères musulmans

Le Hamas, comme le FIS en Algérie, est une force qui se consacre à la canalisation de la colère des masses déshéritées de religion musulmane vers des objectifs réactionnaires. Il agit en force d'oppression contrôlée par les grandes familles bourgeoises commerçantes gazaouies. Le rôle

⁶ Voir la note de l'ESICS du 20/01/2009.

⁷ PCBS : Palestinian Central Bureau of Statistics.

réactionnaire des Frères musulmans égyptiens, dont le Hamas est une émanation directe, s'est illustré plus d'une fois. D'abord, lors des grèves des ouvriers du textile en mars-avril 2008 où ils n'ont ni soutenu les grèves, ni appelé à la grève générale du 8 avril. Ensuite, ils n'ont pas soutenu les luttes des paysans contre la loi sur les baux agricoles ; loi qui liquide la réforme agraire des années 1950 et permet aux propriétaires fonciers de récupérer leurs terres au détriment des paysans.

Les Frères musulmans égyptiens soutiennent la cause palestinienne dès 1936. Ils combattent auprès des Palestiniens contre l'occupant britannique et la population juive qui fuit le Nazisme et les pogroms slaves. En 1945, une branche palestinienne des Frères est officiellement créée mais son audience reste marginale en comparaison de la popularité des mouvements nationalistes arabes. La création de l'OLP, en 1958, chapeauté par Nasser, et la fondation, en 1959, du Fatah, chantre officiel du nationalisme palestinien, par d'anciens Frères musulmans (dont Yasser Arafat lui-même), va reléguer un peu plus la confrérie dans les coulisses.

Les Frères musulmans se donnent alors comme principale priorité la ré-islamisation de la société palestinienne qu'ils jugent pervertie par le modèle occidental dont les représentants sont, à leurs yeux, l'occupant juif, les représentants palestiniens nationalistes-laïcs et les militants de la gauche marxiste.

La confrérie palestinienne connaît, en 1980, une nouvelle scission. Des jeunes qui veulent en découdre avec l'occupant reprochent au mouvement sa passivité et son attentisme. Un groupe armé est créé, le Djihad islamique. Bien que sunnites, leur modèle est l'Iran chiite de Khomeiny qu'ils vont d'ailleurs soutenir durant la guerre contre l'Irak sunnite. Leur cible principale : les civils israéliens. Le 9 mars 1987, les Palestiniens des territoires se soulèvent contre l'occupant. C'est la première Intifada (soulèvement en arabe), la guerre des pierres. A cette époque, le Djihad islamique est en déclin. La jeune garde des Frères musulmans veut cette fois-ci être de la partie et invite à participer à la lutte armée.

Le 9 décembre 1987, cheik Yassine fonde le Hamas (le zèle, l'enthousiasme), acronyme signifiant Mouvement de la Résistance Islamique. L'organisation devient le bras armé des Frères musulmans et finit, en devenant un mouvement indépendant, par éclipser la confrérie.

Le Hamas tisse un réseau caritatif et d'action sociale (hôpitaux, écoles, infrastructures culturelles, université de Gaza...) principalement dans les camps de réfugiés à Gaza ce qui lui permet de gagner la reconnaissance de la population et de conforter son image d'incorruptible. Le mouvement est financé par l'Iran, la Syrie et l'Arabie saoudite.

2. Un parti nationaliste et religieux

Décus par la corruption qui gangrène l'Autorité palestinienne, représentée par le Fatah d'Arafat, et son incapacité à parvenir à la fondation d'un Etat indépendant, les Palestiniens se tournent progressivement vers le Hamas.

C'est à partir de 1993 que le Hamas se lance dans la lutte armée à travers des attentats suicides qui visent les populations civiles en Israël. Les fondamentalistes voient dans l'Autorité palestinienne un Etat croupion inféodé à Israël. Ces attaques spectaculaires donnent l'impression aux Palestiniens que, pour la première fois, Israël paie le prix du sang sur son territoire.

L'organisation prône la création d'un Etat palestinien fondé sur l'islam (*dar al-islam*) et la charia. Le tout enveloppé par une vision mythique autour de ce qu'ils nomment l'âge d'or de l'islam (époque de l'occupation arabe en Andalousie) où les non-musulmans (*dhimmis*) vivaient en « sécurité » moyennant le paiement d'une capitation.

« *Les gens du Hamas n'ont rien à avoir avec les talibans* » selon Ismael Loubbad, démographe et économiste vivant à Gaza. « *Même s'ils utilisent l'islam à des fins politiques, ils ne tiennent pas un discours religieux. Ils sont plutôt pragmatiques, comme le Hezbollah libanais* ».

Cette opinion n'est pas la nôtre. Le Hamas n'est pas un parti pragmatique qui saurait s'adapter à la société civile dans laquelle il évolue et qui pourrait réagir sur lui. Celle-ci n'a pas d'influence sur ses principes restés identiques dans les décennies qui ont suivi sa fondation. Il est en revanche opportuniste car il sait temporiser face aux obstacles, adapter son discours sans, pour autant, modifier ses fondamentaux. Une fois arrivé au pouvoir, il a commencé à transformer la société en profondeur, notamment dans les rapports hommes-femmes. Il a bénéficié d'un terrain favorable, pour ce qui a trait à l'islam et à la charia, qu'il a su parfaitement exploiter, puisqu'avec le déclin du nationalisme arabe et l'avènement de la révolution iranienne en 1979, le regain pour la religion s'est substitué au

nationalisme laïque. L'islam est devenu le nouvel instrument à travers lequel la population palestinienne se reconnaît en tant que communauté distincte.

Le Hamas se veut prudent dans l'application de la charia pour poursuivre l'islamisation progressive de la société palestinienne. La législation palestinienne est basée en partie sur les préceptes de la charia comme dans d'autres États arabes, ce qui lui confère un avantage. En effet, la polygamie était déjà reconnue, le droit à l'héritage était déjà favorable aux hommes, les mariages arrangés, à l'école primaire filles et garçons étaient déjà séparés avant que le Code civil fut rédigé ; la création de celui-ci ne fit que les confirmer et personne ne trouva à y redire, même chez les laïques.

Comme l'explique Abou Eishé (professeur de droit et militant du Fatah à Hébron) : « *le Hamas est assez malin pour ne pas tenter d'imposer quoi que ce soit par la loi. [...] Pour obliger à porter le voile, par exemple, un décret présidentiel serait nécessaire. Le Hamas s'y prendra plus finement, en promettant des subventions aux groupes respectueux des valeurs islamiques* ».

Toutefois, le Hamas a montré son visage rigoriste à maintes reprises. Lors de la première Intifada, il a imposé la fermeture des cinémas, des théâtres et des lieux de divertissement. Seuls quelques îlots comme Ramallah ou Naplouse restent des lieux mixtes où, par exemple, l'alcool reste en vente libre.

Rédigée en 1988 par un membre de l'arrière-garde des Frères musulmans⁸, la charte du Hamas est un pamphlet haineux et judéophobe qui préconise la destruction de l'État d'Israël et promet de chasser les Juifs de Palestine. La vision du monde qui s'exprime dans ce document fondateur relève d'une tradition contre-révolutionnaire, proche à maints égards de la pensée réactionnaire hostile aux Lumières en Europe, qui voit dans les révolutions française et russe un complot des juifs et des francs-maçons. Mais le Hamas sait être opportuniste. Puisqu'il lui est impossible de reconquérir toute la Palestine, il propose, en puisant dans la loi coranique, à Israël, un sursis de dix, vingt ans. Or, dans dix, vingt ans, après la naissance de l'État islamique palestinien pour lequel il se bat, le Hamas pourra entériner le statu quo sans grand risque de se déjuger. A Gaza, le Hamas peut compter sur 15 000 combattants dont seulement 1 000 soldats aguerris, ceux de la brigade Ezzedine Al-Qassam. Néanmoins, ces forces ont fait preuve d'une incapacité totale lors des combats contre l'armée israélienne ; quant aux centaines de kamikazes que le Hamas se déclarait prêt à lancer contre l'agresseur, ils ont soit été neutralisés ou ont tout simplement déserté, puisque seules quelques tentatives avortées ont été recensées.

Le nationalisme du Hamas se distingue des autres courants nés aux Proche et Moyen-Orient. Il n'est ni pour le pan-arabisme de Nasser qui a été porté de longues années par le parti Baas, c'est à dire pour la création d'un État pan-arabe laïc. Il n'est pas non plus comme les sunnites pour la réalisation du califat généralisé sur toute l'aire musulmane, bien qu'il fasse référence à l'âge d'or de l'expansion musulmane. Et il n'est pas plus pour un État théocratique moderne comme l'Iran chiite. En fait, il se restreint, comme indiqué dans sa charte, à la libération nationale de la Palestine. Si l'on peut dire, il est pour un califat limité à la Palestine qui est un « *waqf islamiste jusqu'au jugement dernier* ». Ce nationalisme n'est que la conséquence du primat religieux qui guide le Hamas (« *Le nationalisme, du point de vue de la Résistance islamique, est partie intégrante de la croyance religieuse* »). Ainsi, dans sa conception, les autres mouvements palestiniens sont considérés comme partie prenante du mouvement national à la condition qu'ils ne fassent pas allégeance « *aux croisés et aux communistes* » et se soumettent à l'islam, donc au Hamas.

3. Les grandes étapes qui ont permis au Hamas de triompher

La résistance palestinienne fondée en 1958 a émergé après la guerre des Six jours de juin 1967. D'emblée, trois composantes laïques se distinguent : le Fatah (fondé en 1959, au Koweït, par Arafat), le FPLP (fondé en 1967, par Georges Habache et Ahmed Jibril) et le FDLP (scission, en 1969, du précédent, fondé par Nayef Hawatmeh). A cette époque, la société palestinienne comprend des chrétiens, des musulmans et des athées, mais la question religieuse ne se pose pas. L'objectif du FDLP, par exemple, est « *la création d'un État palestinien démocratique, où Arabes et Juifs vivraient ensemble dans la paix, dans un État sans classes sociales, sans oppression, un État qui permettrait aux Juifs et aux Arabes le développement de leur culture nationale.* » Ce parti noue même des contacts avec le Matzpen, groupe d'extrême-gauche israélien internationaliste et antisioniste, ainsi qu'avec les Panthères noires d'Israël⁹.

⁸ Les citations sont extraites de la charte du Hamas.

Comment donc, en l'espace de 30 ans, le Hamas et ses prédécesseurs, insignifiants à l'époque, ont pu triompher des mouvements palestiniens laïcs et surtout du principal, le Fatah ?

Trois dates majeures scandent cette évolution et la débâcle de ces derniers : 1970, 1982 et 1993-95. Soit respectivement septembre noir en Jordanie, les massacres de Sabra et Chatila au Liban et les accords d'Oslo en deux temps.

1. 1970

Les Palestiniens réfugiés dans les camps près de la ville d'Irbid (deuxième ville de Jordanie, au Nord) se révoltent le 17 septembre 1970, après une succession d'escarmouches contre l'armée jordanienne menées depuis le mois d'août. Les forces armées jordanienes, avec le soutien israélien, les répriment durement. Le marteau hachémite s'abat lourdement aussi sur d'autres camps palestiniens du pays. Le 27 septembre, Arafat et l'OLP signent un accord de cessez-le-feu avec le roi Hussein et des dirigeants d'autres pays arabes, de Nasser pour l'Egypte jusqu'au roi Fayçal pour l'Arabie saoudite en passant par Khadafi pour la Libye. On y confirme la souveraineté du Roi sur la Jordanie. La répression fera environ 20 000 morts. Arafat s'enfuira au Liban.

2. 1982

Dans le contexte de la longue guerre civile au Liban (de 1975 à 1990) qui opposait, entre autres, les chrétiens aux Druzes, Israël envahit, le 6 juin 1982, le Sud-Liban et place Beyrouth en état de siège. Dans la banlieue ouest de cette ville, existent depuis 1949 deux camps de réfugiés, Sabra et Chatila, peuplés de 60 000 Palestiniens. Ces derniers se trouvent ainsi au contact direct des forces israéliennes. Le 14 septembre 1982, Bechir Gemayel, fraîchement élu avec le soutien des Phalanges chrétiennes, est assassiné. Ce prétexte servira, le 17 septembre, aux phalanges chrétiennes pour pénétrer dans les camps sous le regard bienveillant des soldats israéliens commandés par Ariel Sharon. Les représailles se soldent par plusieurs milliers de Palestiniens assassinés. L'organisation militaire de l'OLP (environ 2 000 combattants) est démantelée. Arafat et la direction de l'OLP fuient Beyrouth pour la Tunisie.

3. 1993-1995

L'échec militaire de l'OLP et l'abandon des révoltés palestiniens lors des affrontements majeurs contre les fractions bourgeoises de la région laissent une seule issue à Arafat et aux siens, la négociation avec Israël précédée par la reconnaissance de l'Etat ennemi. L'OLP y gagne un Etat croupion où elle va pleinement pouvoir exercer sa Justice, sa Police, sa Répression contre les prolétaires palestiniens. L'Organisation abandonne l'objectif du droit au retour pour les réfugiés depuis 1949. La constitution de l'Autorité, avec ses frontières de pacotille, sauf pour les prolétaires des Territoires qui travaillent en Israël, se transforme en un gigantesque outil de ségrégation pour des populations exsangues.

4. Le triomphe du Hamas

Les accords d'Oslo ont été compris par les exécutifs israéliens qui se sont succédé depuis comme un droit enfin reconnu au plan international d'isoler complètement des populations dangereuses et des travailleurs devenus surnuméraires après l'arrivée en Israël d'environ un million de juifs russes.

De son côté, l'Autorité palestinienne s'est immédiatement vautrée dans la corruption, le pillage et l'enrichissement effréné en nouveaux maîtres. L'inefficacité absolue dans la gestion de l'ersatz d'Etat qui lui avait été confiée a fini par avoir raison du chèque en blanc que les populations palestiniennes avaient donné pendant des décennies à la clique de voleurs réunie autour de Yasser Arafat.¹⁰

Incapables de se doter de leur propre mouvement politique indépendant, les prolétaires palestiniens se sont tournés, par conviction ou par désespoir, peu importe, vers ceux qui leur

⁹ Les Panthères noires sont un mouvement radical de jeunes Juifs d'Afrique du Nord (en majorité du Maroc) qui est né à Jérusalem dans le quartier pauvre de Musrara au début de 1971. Ils s'opposaient à la discrimination sociale et économique que les Juifs ashkénazes faisaient peser sur les Juifs sépharades. Le mouvement s'est disloqué en 1975.

¹⁰ Quand on parle de corruption de l'Autorité palestinienne, on ne fait pas seulement référence aux passe-droits, au népotisme, aux pots-de-vin mais surtout aux gigantesques détournements de fonds de l'aide internationale s'élevant à 900 millions de \$ perpétrés par Arafat et son entourage.

proposaient à la fois une pseudo-solution combattante (totalement inefficace) et une aide pratique rodée depuis des années via un dense réseau d'organismes caritatifs, médicaux, éducatifs, etc..

Cette incapacité à se singulariser et prendre leur destin en main tient non seulement des dures défaites et trahisons dont les prolétaires palestiniens ont été l'objet mais aussi d'une particularité propre aux classes dirigeantes arabes de la région : leur incapacité chronique à générer du sous-sol de la société une société capitaliste moderne, apte à développer et à renforcer son fossoyeur, la classe ouvrière. Les Etats arabes de cette zone fondent essentiellement leur pouvoir despotique sur la rente extorquée au capital commercial et empêchent y compris la formation d'une classe bourgeoise solide et adaptée.

▪ **Brefs rappels de la géopolitique du conflit**

Avec le Hezbollah libanais, le Hamas est un bras armé par l'Iran et son instrument de nuisance dans la région. Toutefois, les deux mouvements ne sont pas comparables, le Hezbollah est un vrai parti politique structuré, avec une idéologie solide, comprenant un large appareil de cadres formés, le contrôle direct ou indirect de syndicats, associations, chambres de commerce, etc. et une organisation militaire plus capable que celle du Hamas de tenir tête à l'armée israélienne. Fort de sa juteuse rente pétrolière, Téhéran veut s'imposer, au grand dam de l'Egypte et de l'Arabie saoudite, comme la puissance régionale aux côtés d'Israël. Débarrassé à ses frontières de deux régimes ennemis, celui des talibans et celui de feu Saddam Hussein, l'Iran souhaite devenir l'interlocuteur incontournable pour la stabilité et la pacification de la région.

La relance du conflit avec Israël est censée mettre en difficulté le grand allié de ce dernier et des Etats-Unis dans la région, l'Egypte de Hosni Moubarak. L'offensive iranienne au Liban avec le Hezbollah, qui est à l'origine de l'incursion précédente de l'armée israélienne dans le sud du pays des Cèdres, s'inscrit à son tour dans la tentative de redistribuer les cartes des influences au Proche-Orient. Cette tentative s'appuie sur un allié de circonstance de l'Iran, la Syrie, en quête de rupture de l'encerclement avec les Américains en Irak et avec Israël à ses frontières méridionales.

Or, l'Egypte ne veut pas d'un Emirat islamique à sa frontière, qui plus est inféodé à l'Iran. La proximité du Hamas avec les Frères musulmans toujours actifs confirme le régime de Hosni Moubarak dans son attitude très hostile à l'organisation islamique palestinienne. La fermeture du terminal frontalier de Rafah trouve ici un début d'explication. Le reste relevant de la volonté, partagée par Israël, d'interdire la circulation en Egypte d'une main d'œuvre palestinienne surnuméraire et potentiellement dangereuse au plan politique.

La Jordanie, quant à elle, a tout intérêt à voir naître un Etat palestinien, mais sous la domination rassurante du Fatah. Au Caire comme à Amman, on craint le réveil des Frères musulmans et, surtout, des Palestiniens pauvres. Majoritaires dans le pays, ils constituent une menace permanente pour le régime monarchique hachémite contre lequel ils s'étaient insurgés en 1970. Autant discrets qu'efficaces, les services secrets jordaniens ont aidé le Fatah dans ses ratonnades contre les militants du Hamas en Cisjordanie.

▪ **En Europe de l'Ouest, les islamistes sortent dans la rue : nationalisme et communautés religieuses**

Différentes manifestations se sont déroulées durant les mois de décembre 2008 et de janvier 2009, formellement « en soutien au peuple palestinien, contre les bombardements massifs de l'armée israélienne et la réoccupation militaire de la bande de Gaza ». Ces épisodes se voulaient des réactions contre la barbarie belliciste et les massacres de populations civiles, lot récurrent des guerres modernes.

En réalité, les manifestations ont fait apparaître au grand jour un mouvement relativement souterrain grandi à l'ombre des mosquées et aux marges de la société civile laïque. Ce mouvement prône la constitution d'une nouvelle communauté fondée sur les liens entre croyants (Umma), la formation d'une identité nationale et religieuse à la fois, où la nation est redéfinie par la commune appartenance religieuse. Privée de toute base matérielle solide dans les rapports sociaux, cette communauté illusoire a impérativement besoin de boucs émissaires contre lesquels elle prétend se forger : le « Juif », le « sioniste », le « mécréant »...

Le développement du mode de production capitaliste dissout et détruit tous les reliquats des communautés humaines qui lui préexistaient. Tous les vieux liens de solidarité entre les hommes sont impitoyablement brisés, afin de présenter l'individu isolé comme vendeur particulier de sa force de

travail et comme citoyen singulier face à l'Etat. Egal en droits et en devoirs, il l'est effectivement face à tous les autres vendeurs de marchandises. C'est ce que Marx appelle, dans « Le Capital » : « l'Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen ». Mais l'homme étant avant tout un être social, il ne peut survivre sans liens continus et complexes avec ses semblables. Dans la société moderne, l'ensemble de ces liens s'organise autour du salariat, et dans leur forme politique moderne, de la démocratie bourgeoise.

Pour se perpétuer, le système doit intégrer cette dimension essentielle de l'être humain. L'individu doit certes se présenter seul aux portes des usines et dans sa relation à l'Etat. Mais son isolement complet priverait le Capital de la puissance productive représentée par la socialisation, par la capacité de l'homme de coopérer avec ses semblables. Le besoin d'être et d'agir ensemble appelle une réponse de la part des classes dominantes. Celles-ci s'affairent avec leurs innombrables relais politiques, syndicaux, associatifs, religieux et autres à proposer aux classes subalternes toutes sortes d'identités collectives factices. Les tribus métropolitaines modernes se multiplient, se font et se défont au rythme frénétique des flux et des reflux des marchandises. Les « réseaux sociaux » fleurissent sous l'emprise des nouvelles technologies et du fétichisme des marchandises. Leur fonction première est de retisser de nouveaux liens, remplir le vide laissé par les communautés disparues (familles élargies, tribus, clans, gens...). Ces nouvelles communautés éphémères agissent en liants ponctuels aptes à concourir à la reproduction de la force de travail. Ces nouvelles micro-sociétés incarnent et représentent, au passage, la négation en acte de la lutte de classe et de l'émergence d'intérêts politiques classistes.

La très grande majorité de cette myriade de microstructures de la société du capital - dont la famille qui ne cesse d'agoniser mais qui est sans cesse réactivée - cohabitent plus ou moins pacifiquement sous le regard vigilant des forces de l'ordre du capital. Une minorité d'entre elles, se forment en arborant une posture hostile à l'égard du reste de la société civile du capital. Pourtant, elles naissent dans les interstices de cette dernière et, souvent, profitent d'une grande bienveillance du pouvoir en place. Ces temps-ci, elles revêtent fréquemment les habits sacrés des religions.

Contrairement à ce que d'aucuns peuvent croire, la question religieuse n'a nullement été dépassée et encore moins résolue. L'une des formes très actuelles de la contre-révolution réside en la résurgence de croyances archaïques et réactionnaires qui vont jusqu'à se constituer en régimes, contre la rationalité moderne plus conforme à l'accumulation du Capital. Que l'on pense au régime iranien ou encore à celui des talibans ! Autant de références de secteurs entiers de participants aux derniers défilés contre l'invasion éclair israélienne de Gaza...

Dans la situation actuelle politiquement défavorable au prolétariat en Europe, la quasi-inexistence de formes indépendantes d'organisation de classe laisse le champ libre à la formation de différentes communautés de la Foi. Elles ont une base idéologique commune faite, tout à la fois, d'antisémitisme, de sexisme, de nationalisme exacerbé, du culte morbide du sacrifice et des martyrs, de révisionnisme historique, de bellicisme à base raciste, de retour à la famille moyenâgeuse, de négation des classes sociales et d'adoration mystique des leaders charismatiques « combattants » tels Ben Laden, Nasrallah ou Khomeiny. L'ensemble de ces éléments était présent dans les différentes manifestations de l'islam politique qui ont parcouru les rues de Londres, de Paris, de Bruxelles, de Rome et d'ailleurs en Europe.

Sous prétexte de manifester contre la guerre, ces défilés étaient en fait des opérations de soutien à la guerre contre Israël et pour l'anéantissement de sa population juive. Sous prétexte des massacres de civils dans un camp, ces manifestations appelaient au massacre des Juifs. En se plaignant des armements ultramodernes de l'armée d'occupation israélienne, ces manifestations appelaient à un armement tout aussi meurtrier du Hamas. Le tout au mépris des terribles conditions de survie de la population gazaouie prise en étau par les deux camps.

Ces démonstrations étaient encadrées de façon paramilitaire, avec une stricte organisation mosquée par mosquée. Les enfants endoctrinés suivis des femmes sorties pour l'occasion de leur prison domestique, les hommes, certains déguisés en combattants, avançaient en appelant à grands cris la guerre sainte, le Hezbollah et le Hamas sur fond, bien sûr, d'« *Allah est grand !* ». Les drapeaux et les emblèmes nationalistes fleurissaient sur fond de sinistres mises en scène mortuaires. Des slogans antisémites et révisionnistes tels que « *Juifs = nazis* » ; « *Gaza = Auschwitz* », ou encore « *Mort aux Juifs !* » ont fusé...

La volonté des organisateurs islamistes était de convaincre que l'Etat israélien, qui porte les stigmates propres à tous les Etats capitalistes, et la population juive du monde entier ne font qu'un. Amalgame inacceptable, en particulier pour tous ceux qui n'ont pas oublié la contribution essentielle des ouvriers juifs d'Europe à la cause prolétarienne, internationaliste et révolutionnaire. Bien sûr, il ne reste plus rien de cette expérience d'il y a cent ans. Pour autant, la lutte de classe n'a pas disparu en Israël. Et les prolétaires israéliens n'ont aucun intérêt à la persécution par leur État des Palestiniens. Leur salaire n'en dépend pas, même de façon minimale, contrairement à ce qui se passait dans les anciens pays coloniaux. Peu ou pas qualifiée, la main d'œuvre palestinienne ne prétend pas aux mêmes emplois que les travailleurs juifs ou arabes d'Israël. Aucune raison économique ne justifie donc la division profonde qui existe aujourd'hui entre prolétaires juifs et arabes. Seule l'action des Etats respectifs avec leurs soutiens religieux a pu conduire à la situation actuelle. C'est précisément contre cela que les révolutionnaires du monde entier doivent se battre.

Les défilés n'ont pas critiqué les régimes arabes. Ni le Maroc, ami historique d'Israël, ni surtout l'Égypte, qui a fermé ses frontières aux réfugiés de Gaza, ni la Jordanie, la Syrie ou l'Iran, complices plus ou moins passifs de la politique militaire de l'État d'Israël. Manifestants qui, au passage, ne se sont pas davantage souciés du sort des habitants des villes israéliennes touchées par les missiles du Hamas.

Ces mouvements communautaires religieux sont un phénomène politique de type fasciste traditionnel. Leur caractère troublant à plusieurs égards n'a pas manqué de diffuser un profond sentiment de malaise auprès des simples citoyens qui avaient la ferme intention de protester contre l'agression militaire israélienne. L'éclatement au grand jour de cette réalité idéologique nouvelle à leurs yeux les a dépassés.

Bien qu'il ne soit pas possible, dans le cadre d'un tel texte, d'identifier et d'analyser les différentes nuances de l'islamisme politique (de la LAE, le PMF, le Centre Zohra, le Parti chiite de France, etc. pour les groupes et partis politiques ; de Tariq Ramadan à Soheib Bencheikh, en passant par Malek Chebel, etc. ; pour les intellectuels¹¹), nous pensons qu'au-delà des nuances, et même de leurs oppositions entre partisans de la tradition (*salaf*) et ceux de la modernisation de l'islam, ils partagent un fonds commun, le primat de la religion.

Il existe un islam politique de même qu'il existe un christianisme politique, dans certains pays occidentaux, qui comprend outre l'Église elle-même, des partis politiques de masse, des sectes politiques ou l'Opus Dei. En s'appuyant à la fois sur le besoin de pallier les misères endurées dans la société capitaliste et en offrant une explication du monde, plus un avenir radieux dans l'au-delà, l'islam agit comme toute religion.

Comme le disait Marx (dans la « Critique de la philosophie du droit de Hegel ») : « *La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple.* »

Mais l'islam politique offre en plus, ici et maintenant, aux prolétaires une pratique cohérente à sa vision du monde, car il est non-révolutionnaire et donc peut proposer, en revanche, de « réformer » le quotidien contre les « valeurs » de l'Occident. En se développant, s'enracinant, l'Islam politique et combattant partage avec le mouvement fasciste historique plusieurs points essentiels :

- un nationalisme exacerbé,
- une organisation de masse soumise à un leader charismatique ; une communauté nationale basée sur la « race », la religion ou la nationalité (ou plusieurs de ces ingrédients à la fois),
- la persécution de boucs émissaires qui rendraient impossible la formation complète de la communauté,
- un appareil militaire adossé aux fonctions électoralistes et parlementaires,
- la critique de certains aspects du capitalisme sans, pour autant, remettre en question l'exploitation,
- le culte de la force, de l'action et du sang versé,

¹¹ Soheib Bencheikh, mufti de Marseille, partisan d'un « islam laïque et ouvert » Malek Chebel, écrivain, universitaire en France, au Maghreb et aux États-Unis, partisan d'un « islam moderne ».

- une vision réactionnaire du rôle des femmes fondée sur le retour à la famille patriarcale traditionnelle,
- enfin, une politique viscéralement anti-ouvrière et contre-révolutionnaire.

Ces résurgences communautaires religieuses s'affirment comme un Parti de l'ordre et de la défense par tous les moyens de la tradition (cf. la Ligue arabe européenne). Réactionnaires et interclassistes, elles doivent, aux yeux de leurs chefs respectifs, combattre par tous les moyens le reste de la société impie.

Microsociétés prenant en charge les différents aspects de la vie quotidienne, en retour, elles imposent à leurs membres une conformité absolue aux valeurs et aux rituels établis (voiles, barbes, burqa...). Jusqu'ici, ces communautés restaient discrètes et peu visibles, se cantonnant à tenter de mettre la main sur leurs ghettos respectifs. Avec leur apparition importante dans les dernières manifestations – au moins 20 000 personnes à Bruxelles le 11 janvier ; plusieurs milliers en France – on a assisté à leur première, grande tentative de se présenter en parti, en force politique agissante capable de tenir la rue.

Les gauchistes et autres politiciens laïques pro-islamistes, comme *Respect*¹² au Royaume-Uni ou le PTB en Belgique (ce parti stalinien a formé un cartel électoral avec la LAE, à Anvers), soutiennent et cautionnent ces excroissances fascistes par pur souci électoraliste et populiste. Ils appliquent la vieille tactique trotskiste, stalinienne et maoïste qui justifie le soutien aux pays capitalistes les plus faibles, en arguant qu'ils sont un moindre mal face à l'ogre impérialiste¹³. Faisant ainsi fi de la nature impériale et constante de la politique de tout Etat capitaliste, qu'il soit faible ou fort.

Les régimes qui servent de référence à l'islam politique et combattant d'ici et d'ailleurs sont les premiers à exterminer toute force laïque, surtout lorsqu'elle se définit marxiste, révolutionnaire ou même seulement de gauche. Que l'on pense à la guerre sans merci que se livrent le Hamas et le Fatah, y compris pendant l'offensive israélienne ou encore, à l'extermination de toutes les forces progressistes par le régime théocratique iranien.

Bien entendu, la critique radicale des derniers épisodes de la vie de l'islam politique combattant ne doit pas faire oublier que les manifestations pro-israéliennes, bien que nettement moins fréquentées, ont également prétendu affirmer la suprématie d'une communauté tout aussi illusoire, celle des Juifs, et du nationalisme sioniste et faire que tous les Juifs du monde s'identifient à l'Etat d'Israël. Ainsi, ce qui vaut pour les partisans de l'islam politique vaut parfaitement aux soutiens de l'Etat d'Israël.

La volonté farouche de ces deux camps ennemis d'importer dans les autres pays le conflit en Palestine pour constituer, sur cette base, des micro-sociétés identitaires sans véritable base matérielle mais régies par une stricte domination idéologique provoque un dernier effet négatif. La polarisation agressive de communautés fictives minoritaires contribue à repousser encore davantage la très grande majorité de la population dite autochtone dans les bras des Etats démocratiques et prétendument laïques des pays capitalistes les plus forts. Le racisme anti-étrangers regagne du terrain. Ces événements soulignent l'absence dramatique de l'action indépendante du prolétariat. Force est de constater que la classe exploitée reste soumise à des intérêts qui ne sont pas les siens. Certaines de ses fractions se dissolvent dans des communautés illusoires archaïques qui représentent la négation même de ses intérêts de classe. Là où le barbu apparaît, le prolétaire disparaît.

▪ **Combattre les divisions dans le camp prolétarien**

Comme lors de la seconde Intifada, il est plus que jamais nécessaire d'encourager et de soutenir toute forme de désertion et de défaitisme au sein des deux camps. Et ce, tout en critiquant les fausses solutions fondées sur les illusions démocratiques et pacifistes. L'opposition à l'occupation et à la ségrégation des Palestiniens de la part de l'Etat d'Israël est l'autre point devant permettre aux travailleurs d'imposer leur propre politique autonome dans la région. Pour y parvenir, il est

¹² *Respect*, fondé en janvier 2004 (le nom est « *Respect – The Unity Coalition* »), est un regroupement de plusieurs groupes d'extrême-gauche, dont le SWP trotskyste, de groupes islamistes, dont la *Muslim association of Britain*, et de l'éminent député (ex-travailleuse) George Galloway, bien connu pour avoir été financé, pendant des années, par l'Irak de Saddam Hussein. A côté d'un programme classique de gauche (défense du service public, nationalisations, opposition à l'Europe, etc.), ce parti aligne des positions pro-palestiniennes et surtout aucune critique des religions et abandonne, pour séduire l'électorat « musulman », la défense du droit des femmes et des homosexuels.

¹³ Enfin, tant que la Russie (cas de la Géorgie) ou la Chine (cas du Tibet) ne sont pas impliqués directement !

indispensable de dénoncer et de bannir définitivement toute politique et tout mode de lutte anti-prolétarien. Le lancement de missiles comme les attentats aveugles à une époque récente empêchent de voir naître en Israël un front large opposé à la guerre. Ces actes, ainsi que la politique qui les inspire, servent uniquement les intérêts des bourgeoisies en conflit et divisent chaque jour davantage les prolétaires des deux camps.

La reprise de la lutte de classe est plus que jamais nécessaire pour en finir avec le sacrifice des prolétaires pour des intérêts opposés aux leurs. C'est seulement lorsque les exploités palestiniens auront balayé les nationalistes et les religieux qui agissent au nom de leurs classes dominantes et leurs frères de classe israéliens auront fait de même que la guerre, les discriminations et l'exploitation feront des grands pas en arrière. Une telle hypothèse, pour l'heure, résonne comme un vœu pieux. Pourtant, elle constitue la seule issue réaliste à l'affrontement sans fin entre les deux peuples, dont la finalité n'est autre que le maintien au pouvoir des classes dominantes respectives.

Si l'on se tourne vers le passé, des tentatives d'unification politique des prolétaires des deux camps n'ont pas manqué. Dans les années 1970, les Panthères Noires s'opposaient à l'Etat israélien en tendant la main à leurs frères palestiniens. En 1982, plus de 300 000 pacifistes israéliens n'ont pas hésité à manifester leur colère contre les massacres de Sabra et Chatila, au Liban, perpétrés par les Phalanges chrétiennes encadrées par le boucher Sharon. En 2002, plusieurs centaines de soldats et d'officiers de réserve israéliens ont déserté en refusant de mener des opérations de prétendue pacification contre les civils palestiniens. En dehors de développements de cette nature, il n'y aura pour les exploités de la région, quels qu'ils soient, que du sang et de la mitraille.

En novembre 2002, dans la lettre n°5 « Palestine : deux Etats contre le prolétariat » rédigée après la seconde Intifada, nous avons déclaré « *D'emblée, nous réitérons notre opposition déterminée à toute solution bourgeoise de la guerre sociale et civile en Palestine qui comprendrait la formation d'un Etat binational (issue hautement improbable étant donnée la profondeur des divisions entre les deux peuples) ou de deux Etats (épilogue le plus probable). Néanmoins, en l'absence de l'émergence d'une force prolétarienne unifiée, il ne faut pas cacher que la fin des hostilités pourrait aider à l'éclosion, dans un deuxième temps, d'une lutte de classe plus décidée dans les deux camps.* »

Rien ne justifie de changer d'avis aujourd'hui.

Bruxelles-Paris, le 21 mars 2009

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

Consulter le site Internet de Mouvement Communiste : www.mouvement-communiste.com